

4. emploi

- Durée d'emploi salarié : _____ du **03** **04** **2019** au **18** **05** **2021**
- Date de fin initiale du CDD : _____
- Dernier emploi tenu : Chef de projet Dernier lieu de travail : Dépt. **75**
- Ancienneté dans l'entreprise : moins d'1 an entre 1 an et moins de 2 ans au moins 2 ans
- Date d'engagement de la procédure de licenciement ou de notification de la démission ou de signature de la convention de rupture conventionnelle : **26** **04** **2021**
- Préavis : effectué : _____ du **27** **04** **2021** au **18** **05** **2021**
 non effectué payé : _____ du _____ au _____
 non payé : _____ du _____ au _____ (motif) : _____
- En cas d'affiliation à un régime spécial de sécurité sociale, indiquez la caisse (maladie ou vieillesse) : _____
- Le salarié relève-t-il du régime local d'Alsace Moselle ? oui non
- Catégorie d'emploi particulier : intérimaire intermittent travailleur à domicile expatrié
 employé de maison assistante maternelle
 salarié en portage salarial autre : _____ (précisez)
- Horaire de travail : (en jours)
 - salariée au forfait oui non
 - dans l'entreprise suite à un accord, une convention collective : _____ hebdomadaire _____ ou **18.17** ou _____
 - du salarié : _____ mensuel _____ ou **152.08** ou _____
 - motif en cas de différence : travail à temps partiel
 autre motif : _____ annuel
- Nature du contrat : contrat à durée indéterminée contrat à durée déterminée
- Contrat de type particulier : apprentissage professionnalisation CUI-CIE CUI-CAE contrat d'engagement éducatif
 emploi d'avenir autre : _____ (précisez)
- Périodes de suspension du contrat de travail :
 - Congé sabbatique _____ du _____ au _____
 - Congé sans solde et assimilé _____ du _____ au _____
 - Période de disponibilité des trois fonctions publiques _____ du _____ au _____
- Statut particulier : gérant administrateur/PDG/DG Mbre/Pdt du Directoire
 Mbre du Cons. de surveillance Pdt d'une association Mbre d'un GIE Associé/actionnaire
 autre : _____ (précisez)

5. motif de la rupture du contrat de travail

- 11 licenciement suite à redressement ou liquidation judiciaire
- 12 licenciement suite à fermeture définitive de l'établissement
- 14 licenciement pour motif économique
- 15 licenciement pour fin de chantier ou d'opération
- 20 licenciement pour autre motif,
 (précisez) : _____
- 25 autre rupture pour raison économique
 (Art. L. 1233-3 dernier alinéa du C. du T.)
- 31 fin de contrat à durée déterminée
- 32 fin de mission d'intérim
- 81 fin de contrat d'apprentissage
- 50 rupture anticipée du CDD pour inaptitude constatée par le médecin du travail
- 95 rupture anticipée du CDD pour faute grave
- 82 résiliation judiciaire du contrat
- 83 rupture pour force majeure ou fait du prince
- 84 rupture d'un commun accord d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage
- 34 fin de période d'essai à l'initiative de l'employeur
- 35 fin de période d'essai à l'initiative du salarié
- 36 rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage à l'initiative de l'employeur
- 37 rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage à l'initiative du salarié
- 38 mise à la retraite par l'employeur
- 39 départ à la retraite à l'initiative du salarié
- 59 démission (motif) : _____
- 88 rupture conventionnelle
 rupture conventionnelle collective
 rupture amiable dans le cadre d'un congé de mobilité
 rupture dans le cadre d'un accord de performance collective
 licenciement du collaborateur parlementaire
 (Art. 18 et 19 de la loi n° 2017-1339 du 15 septembre 2017)
- 60 autre motif : (précisez) : _____

6.1 salaires des 12 mois civils complets précédant le dernier jour travaillé et payé

Portez dans ces cadres les salaires correspondant aux 12 mois civils précédant le dernier jour travaillé et payé. (Ex : dernier jour travaillé et payé : le 25/11/2017, indiquez les salaires du 01/11/2016 au 31/10/2017).

Demier jour travaillé payé :

18052021

6.2 primes et indemnités de périodicité différente des salaires, non mentionnées dans le cadre 6.1

ATTENTION : les indemnités de départ ou compensatrices de congés payés doivent figurer dans la rubrique 6.3.

Primes ou indemnités à périodicité liées à l'activité du salarié

Nature des primes ou indemnités (13 ^e mois, prime de vacances...).	Période couverte par l'indemnité ou la prime du _____ au _____	Date de paiement	Montant soumis aux contributions d'assurance chômage

Primes ou indemnités exceptionnelles liées à l'activité du salarié

POUR S'INSCRIRE OU SE RÉINSCRIRE COMME DEMANDEUR D'EMPLOI,
LE SALARIÉ EFFECTUE SA DEMANDE D'INSCRIPTION PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

6.3 sommes versées à l'occasion de la rupture (solde de tout compte)

salaire (versé après le dernier mois civil mentionné au cadre 6.1)

Période du	au	Date de paiement	Temps de travail payé (précisez en heures ou en jours)	Salaire mensuel brut soumis à contributions d'assurance chômage	Montant du précompte Assurance chômage (part salariale)
01/05/2021	18/05/2021	18/05/2021	11.00 Jour(s)	2840.65	

indemnité compensatrice de préavis

Montant : _____ EUR

indemnité compensatrice de congés payés

Montant : _____ EUR

L'indemnité est-elle due par une caisse professionnelle ? oui non

Si oui, précisez laquelle : _____

et précisez le nombre de jours ouvrables _____ EUR

total des sommes ou indemnités légales, conventionnelles

ou transactionnelles inhérentes à la rupture

- Montant correspondant aux indemnités légales (voir notice) : _____ EUR
- dont indemnités :

légale de licenciement _____ (Art. L. 1234-9 du C. du T.)

spéciale de licenciement _____
 spécifique de licenciement _____ (Art. L. 1235-15 du C. du T.)

minimale de rupture conventionnelle _____ (Art. L. 1237-13 du C. du T.) Montant correspondant à celui de l'indemnité légale de licenciement _____

due aux journalistes _____
 légale de clientèle _____
 légale due au personnel _____

de fin de contrat à durée déterminée _____

navigant de l'aviation civile _____

de fin de mission _____

versée à l'apprenti en application de l'article L. 6225-5 al.2 du C. du T. _____

de départ à la retraite _____

due en raison d'un sinistre _____

autres indemnités légales _____

- Montant correspondant aux indemnités conventionnelles (convention collective) : _____ EUR

- Montant correspondant aux indemnités transactionnelles (transaction) : _____ EUR

Une transaction est-elle en cours ? oui* non

*Si d'autres sommes sont versées après l'établissement de cette attestation, vous devez les déclarer à Pôle emploi.

7. avance du régime de garantie des salaires

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, une avance de l'AGS :

a-t-elle été perçue ? oui Pour quelles créances : _____

non Motif : _____

est-elle à percevoir ? oui Pour quelles créances : _____

non Motif : _____

8. authentification par l'employeur

Je soussigné(e), (nom) : JOAO (prénom) : CHRISTIAN

agissant en qualité de :

chef d'entreprise directeur comptable mandataire liquidateur
 gérant chef du personnel administrateur judiciaire autre : _____ (précisez)

certifie que les renseignements indiqués sur la présente attestation sont exacts et, notamment, le motif de la rupture du contrat de travail qui est, je le rappelle, le suivant : démission

En cas de rupture conventionnelle, atteste n'avoir pas reçu de refus d'homologation de la convention de la part de la Dirccte ou, le cas échéant, de refus de l'inspection du travail.

À PARIS le 17/05/2021

Cachet de l'entreprise

Signature

Personne à joindre concernant cette attestation :
CHRISTIAN JOAO

Téléphone : 01 45 20 21 11

CONAN JEKEN CONSULTING
29-31 rue de Courcelles
75008 PARIS
SIRET: 830 016 051 00021